

Accord avec l'Indonésie: les opposants ne proposent pas d'alternative

Depuis des années, les milieux de gauche et Verts réclament davantage de durabilité dans le commerce international. Aujourd'hui, les Suissesses et les Suisses sont invités à se prononcer sur un accord de libre-échange avec l'Indonésie progressiste qui tient compte de cette aspiration. Et que se passe-t-il? Un référendum a quand même été lancé. C'est un droit dans notre démocratie. Pour ma part, j'estime que ceux qui s'opposent aux efforts pour concrétiser la durabilité devraient au moins proposer des solutions de remplacement. En chercher du côté des référendaires est voué à l'échec. Le peuple suisse aura le dernier mot, le 7 mars prochain, en ce qui concerne l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange.

L'appel à des échanges durables à l'échelle internationale est un argument central des opposants à l'accord de libre-échange avec l'Indonésie. Cela est totalement paradoxal. Car refuser l'accord aurait précisément l'effet contraire. Cela reviendrait à dire non à des règles de durabilité plus strictes (huile de palme comprise) et à maintenir le statu quo actuel. Concrètement, cela signifie qu'on ne fait aucun progrès. C'est un choix possible, mais il n'est pas constructif. Ceux qui chercheraient des propositions d'amélioration du côté des opposants à l'accord seront déçus. Il est clair que refuser l'accord n'apportera pas d'amélioration sur le terrain – ni pour l'économie ni pour l'environnement ni pour la population.

En acceptant l'accord avec l'Indonésie, nous disons oui à une plus de durabilité

L'accord soumis en votation ouvre au contraire une voie vers la durabilité à travers le libre-échange. Permettez-moi de vous présenter ses deux principales étapes:

Premièrement, en cas d'acceptation, seule l'huile de palme produite de manière durable et traçable bénéficiera des allègements douaniers négociés. Dès lors, l'accord soutient la production durable d'huile de palme en Indonésie et envoie un signal important aux autres exportateurs d'huile de palme. Cela peut être considéré comme un succès majeur quand on pense que l'Indonésie n'a accordé des concessions aussi étendues dans le domaine de l'huile de palme à aucun autre partenaire contractuel. Comme tous les volets de l'accord, celui sur le commerce et le développement durable est contraignant pour les deux parties.

C'est la première fois que les importations d'huile de palme sont liées à des critères de durabilité stricts

Deuxièmement, l'accord de libre-échange est extrêmement progressif et ne couvre pas seulement des aspects économiques. En effet, il tient également compte du fait que seule une utilisation réfléchie des ressources naturelles permet une activité économique à long terme. Il promeut la durabilité au sens écologique tout en intégrant les dimensions économiques et sociales. Pour le commerce extérieur suisse, un développement durable dans ses trois dimensions est essentiel. Grâce à leur engagement, les entreprises suisses créent des emplois et des places de formation sur le terrain, ce qui accroît la prospérité, crée des infrastructures et bien plus encore.

Personne ne prétend que l'accord est parfait et qu'il résout tous les problèmes du monde. Mais il fait un pas important et coordonné au niveau international dans la bonne direction

Quoi qu'on en dise, l'accord avec l'Indonésie est progressif. Il offre aux entreprises exportatrices suisses – en particulier aux PME – une lueur d'espoir bien nécessaire dans la crise actuelle. En effet, dans les périodes économiques difficiles, les accords de libre-échange sont un instrument très précieux pour garantir aux entreprises suisses un accès privilégié aux marchés étrangers comme l'Indonésie. En outre, cet accord contribue, c'est important, à davantage de durabilité. Je ne prétends pas qu'il va résoudre tous les problèmes du monde ni que les labels de durabilité internationaux – sur lesquels le texte se fonde – sont parfaits. Mais je suis fermement convaincu qu'en disant oui le 7 mars, nous serons tous gagnants et contribuerons à plus de durabilité. Pour moi, il n'y a aucune raison plausible de dire non. Et maintenir le statu quo ne rend service à personne.